

crash

fondation  
maison des  
sciences  
de l'homme

MEDECINS  
SANS FRONTIERES

IEA  
PARIS

EN PARTENARIAT  
AVEC L'INSTITUT  
D'ÉTUDES AVANCÉES  
DE PARIS

20



22

MARS

PROGRAMME

ET

INTERVENANTS

Enquêter

Secourir

Juger

- COLLOQUE INTERNATIONAL -

# violences extrêmes

Syrie

Rwanda

RDC

## Organisateurs



## Partenaires



INSTITUT D'ÉTUDES  
AVANCÉES DE PARIS



Photographie © Eddy Van Wessel

# **Violences extrêmes**

## **enquêter, secourir, juger**

### **Syrie | Rwanda | RDC**

Ce colloque a un double objectif.

Il s'agira, en premier lieu, d'étudier, dans des contextes de guerre, de génocide et de crimes de masse, les démarches adoptées tant par des chercheurs en sciences sociales que par des praticiens humanitaires et des défenseurs des droits de l'homme. Il est rare qu'ils se donnent pour but commun l'exploration des logiques qui ont gouverné et gouvernent leurs pratiques. Dans certaines situations, ces trois catégories d'acteurs interviennent simultanément et en fonction d'objectifs qui conduisent parfois à des coopérations, des rapprochements mais aussi à des affirmations d'hétérogénéité de leurs démarches. L'ambition de ce colloque est de prendre appui sur cette hétérogénéité tout en soulignant, au cas par cas, les apports des coopérations. À partir de leurs expériences en Syrie, au Rwanda, en République démocratique du Congo, ils traiteront de l'un ou plusieurs des thèmes suivants : les déterminants locaux des tueries de masse, les modalités des conduites de secours et leurs effets, les actions des agences multilatérales onusiennes, les activités de la justice pénale internationale et des institutions judiciaires nationales, les engagements des organisations de défense des droits humains.

En second lieu, il s'agira de réfléchir collectivement, sous la forme d'une table ronde, au défi croissant de la judiciarisation qui crée des contraintes et des dangers pour tous ceux, chercheurs, humanitaires et défenseurs des droits humains qui travaillent sur et dans les contextes de crimes de masse. Ainsi devons-nous tenir compte d'une part que ce colloque se situe dans un contexte et une histoire où chercheurs et praticiens de l'humanitaire sont régulièrement sollicités dans des débats publics concernant les actes de violence dont ils ont été témoins ou sur lesquels ils ont enquêté. Et d'autre part, il arrive aussi qu'ils soient appelés, voire contraints par les appareils judiciaires à déposer. La possibilité d'accéder à leurs sources, à leurs informateurs, à leurs témoignages crée des situations de conflit juridique quand ils revendiquent la légitimité du secret dans lequel ils considèrent devoir se tenir, en particulier pour ne pas mettre en danger des témoins et des membres du personnel humanitaire.



Programme

**Mercredi 20 mars 2019**

**14 : 00 Ouverture**

| Michel Wieviorka, directeur d'études à l'EHESS, président du directoire de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH)

**14 : 15 Introduction**

| Jean-Hervé Bradol, médecin, directeur d'études au Crash, MSF

| Laëtitia Atlani-Duault, directrice de recherche au CEPED (IRD, INSERM, Université Paris V), et directrice du Collège d'études mondiales de la FMSH

**Syrie**

*Discutant : Fabrice Weissman, directeur d'études au Crash, MSF*

**14 : 40 Enquêter dans la Syrie en guerre**

| Gilles Dorronsoro, professeur de sciences politiques à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne

| Adam Baczko et Arthur Quesnay, post-doctorants associés à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, projet ERC « Social Dynamics of Civil Wars »

---

**15 : 40 Les pratiques humanitaires de terrain à l'épreuve du conflit syrien**

| Hakim Khaldi, chargé d'études à MSF

**16 : 10 Targeting health infrastructure in Syria: a military tactic or a collateral damage?**

| Abdulkarim Ekzayez, médecin, chercheur associé aux Research for Health in Conflict (R4HC), King's College

**16 : 40 Danger, advocacy and accuracy: witnessing by local medical humanitarian organisations in the Syrian conflict**

| Sophie Roborgh, chercheuse associée au Humanitarian and Conflict Response Institute, University of Manchester

**17 : 10 Discussion**

**Jeudi 21 mars 2019**

9 : 00 **Rwanda**

*Discutant : Nicolas Mariot, directeur de recherche au CNRS*

9 : 15 **Ouverture de la journée**

| Claudine Vidal, directrice de recherche émérite au CNRS, membre du comité scientifique du Crash, MSF

9 : 30 **Expérience de témoin survivant du génocide et de témoin de témoins dès 1994**

| Pacifique Kabalisa, président du Centre pour la prévention des crimes contre l'humanité (CPCH)

10 : 00 **Twenty years after *Leave None to Tell the Story* : what do we now know about the Rwandan genocide?**

| Timothy Longman, professeur de sciences politiques, Boston University

10 : 30 **The limits of the genocide label**

| Scott Straus, professeur de sciences politiques, University of Wisconsin-Madison

11 : 00 Discussion

---

Pause

---

13 : 30 **Les enquêtes de Lee Ann Fujii**

| Claudine Vidal, directrice de recherche émérite au CNRS, membre du comité scientifique du Crash, MSF

14 : 00 **Winning the battle of ideas: extremist vs moderates ideologies in Rwanda's genocide**

| Omar McDoom, professeur assistant à la London School of Economics and Political Sciences

14 : 45 **Inside Rwanda's Gacaca Courts. Seeking Justice after Genocide**

| Bert Ingelaere, professeur assistant à l'Université d'Anvers

15 : 15 **Les procédures judiciaires engagées par des juridictions nationales hors Rwanda envers des ressortissants rwandais**

| André Guichaoua, professeur de sociologie à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne

15 : 45 **Synthèse**

| Nicolas Mariot, directeur de recherche au CNRS

16 : 15 **Discussion**

18 : 30 *Apéritif*

*au siège de Médecins Sans Frontières, 8 rue saint Sabin, Paris 11e*

**Vendredi 22 mars 2019**

9 : 00 **République démocratique du Congo**

*Discutant : Yann Mens, journaliste, membre du conseil d'administration de MSF*

9 : 30 **Enquêter pour le Conseil de sécurité des Nations Unies**

| Emilie Serralta, consultante indépendante

10 : 00 **Les carrières de Bosco Ntaganda, homme de guerre, du Rwanda à la CPI-ICC**

| Marc Le Pape, sociologue, CNRS, membre du comité scientifique du Crash, MSF

10 : 45 **Comprendre la violence contre les civils perpétrée par des acteurs armés dans l'est de la RDC : types, modalités et logiques**

| Judith Verweijen, lecturer, University of Sussex

11 : 15 **Négocier l'accès humanitaire dans le Nord Kivu : les dilemmes, tensions et compromis quotidiens dans un contexte de violences cycliques**

| Myfanwy James, doctorante, University of Oxford

11 : 45 **Produire un discours journalistique sur la guerre : une expérience congolaise**

| Justine Brabant, journaliste et chercheuse indépendante

12 : 15 Discussion

---

Pause

---

14 : 30 **Table ronde : Enquêter, secourir, juger  
Chercheurs et humanitaires en contexte de génocide et de crime de masse face au défi croissant de la judiciarisation**

| *Introduction : Laëtitia Atlani-Duault, directrice de recherche au CEPED (IRD, INSERM, Université Paris V), et directrice du Collège d'études mondiales de la FMSH*

| *Discutantes : Audrey Ceschia, rédactrice en chef du Lancet Public Health, et Laëtitia Atlani-Duault*

| Bruno Cotte, président honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation, ancien président de la chambre de première instance à la Cour pénale internationale

| Catherine Marchi-Uhel, cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant de l'ONU sur les violations du droit international commises en Syrie

| Rony Brauman, médecin, directeur de recherche au Crash, MSF.

| Rudi Coninx, directeur du Humanitarian Policy & Guidance Unit, Emergency Operations Department, à l'Organisation mondiale de la Santé

16 : 30 **Conclusion du colloque**

| Jean-Pierre Dozon, directeur d'études à l'EHESS, vice-président de la FMSH



# Intervenants

# Laëtitia Atlani-Duault

Directrice de recherche au CEPED  
Directrice du Collège d'études mondiales  
et co-directrice du pôle Recherche de la FMSH

*Table ronde : enquêter, secourir, juger*



## Bibliographie

- Atlani L. & Rousseau C., 2000, « The Politics of Culture in Humanitarian Aid to Refugees Having Experienced Sexual Violence », *Transcultural Psychiatry*, Vol.37(3):435-449, 2000
- Atlani L. et al., 2000, « Social Change and HIV/AIDS in the Former Soviet Union: The Making of an Epidemic » *Social Science and Medicine*, 50:1547-1556
- Atlani-Duault L. (ed.), 2005, *Les ONG à l'heure de la « bonne gouvernance » [NGOs in the era of "good governance"]*, special issue, *Autrepart*, Paris: Armand Colin, n°35, 183 p.
- Atlani-Duault L. (ed.), 2008, *Eclats d'empire, un nouveau sud ? Asie centrale et Transcaucasie [Shattered Empires – a new South ? Central Asia and Transcaucasia]*, special issue, *Tiers Monde*, Paris : Armand Colin, N°193, 231 p.
- Atlani-Duault L., 2007, *Humanitarian Aid in Post-Soviet Countries. An Anthropological Perspective*. London, New York: Routledge, 160p.
- Atlani-Duault L., 2009, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire* (updated edition) Paris : Armand Colin, 236p.
- Atlani-Duault L. & L. Vidal (eds), 2009, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*. Paris : Armand Colin, 360p.
- Atlani-Duault L. (ed), 2011, *Ethnographies de l'aide [Ethnographies of Aid]*, special issue, *Ethnologie française*, Paris: Presses Universitaires de France, Vol. 3, 148 p.
- Atlani-Duault L. & Vidal L., 2013, *La santé globale ; laboratoire de l'aide internationale?, [Global Health, A New Laboratory for International Aid?]*, special issue, *Tiers Monde*, Paris : Armand Colin, Vol. 3, n°215, 164p.
- Atlani-Duault L. & Dufoix S., 2014, *Chercheurs à la barre [Social Sciences Seized by Justice]*, special issue, *Socio*, Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Vol.3, 338p.
- Atlani-Duault, L. et al., 2016, « State Humanitarian Verticalism versus Universal Health Coverage. One hundred years of French international health assistance revisited », *The Lancet*, 387, pp. 2250–62
- Atlani-Duault L. and Delattre F., 2016, « Is Aleppo the grave of the United Nations ? », *The Lancet*, vol. 388, No10059, p.2473

## Note biographique

Laëtitia Atlani-Duault est anthropologue et directrice de recherche au CEPED (IRD-Université Paris V). Après cinq ans à New York comme senior advisor for humanitarian affairs au siège des Nations Unies puis visiting professor à l'Université Columbia, Laëtitia Atlani-Duault dirige le Collège d'études mondiales et le Pôle Recherche de la FMSH. Elle est également responsable d'une collection, « Le (bien) commun », aux Editions de la Maison des sciences de l'homme.

Elle a reçu la médaille de bronze du CNRS pour ses recherches en anthropologie politique. Par le biais d'ethnographies de l'intérieur d'organisations habituellement fermées, telles que les agences onusiennes, doublées d'ethnographie auprès des supposés bénéficiaires de leur assistance, elle a ainsi par exemple mené des recherches sur : la violence sexuelle et l'assistance onusienne dans les camps aux réfugiés ; les ressorts sociaux de l'épidémie de sida en Asie centrale et Transcaucasie et les politiques onusiennes de la souffrance sociale ; le basculement, à la suite de la disparition de l'URSS, d'une partie de l'ancien Second Monde dans les pays bénéficiaires de l'aide internationale et la fabrique onusienne d'une morale supposément partagée qui accompagna ces transformations radicales ; les logiques des ONG du Sud dans la promotion de la « bonne gouvernance » ; les théories et méthodes de l'anthropologie de l'aide humanitaire ; ou encore les reconfigurations de l'aide humanitaire internationale. Ses travaux actuels portent à nouveau, sous un autre angle et dans d'autres contextes, sur les violences sexuelles ; ainsi que sur la judiciarisation de la recherche en sciences sociales.

# Adam Baczko

Post-doctorant en science politique  
à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne  
*Enquêter dans la Syrie en guerre*



## Résumé

Basée sur plusieurs séjours en Syrie, cette présentation rend compte des pratiques de recherche de Gilles Dorronsoro, Adam Baczko et Arthur Quesnay, en particulier concernant les institutions civiles et judiciaires dans les territoires hors du contrôle du régime. Elle répond à plusieurs questions : comment fait-on une recherche dans une situation de conflit armé ? Dans quelle mesure les données sont-elles fiables ? Comment protéger les enquêtés ? Quels objets permettent de rendre compte des processus sociaux ?

## Bibliographie

- Adam Baczko, « Legal Rule and Tribal Politics: The US Army and the Taliban in Afghanistan (2001–13) », *Development and Change*, vol. 47, n°6, 2016, p. 1412-1433
- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro & Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211, 2016, p. 24-35
- Adam Baczko & Gilles Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°2, 2017, p. 309-327
- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, & Arthur Quesnay, *Civil War in Syria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018
- Méthodologie du programme de recherche sur les guerres civiles au sein duquel Adam Baczko et Arthur Quesnay travaillent sous la direction de Gilles Dorronsoro (projet européen ERC Social Dynamics of civil wars, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : <https://civilwars.eu/article/pour-une-approche-sociologique-des-guerres-civiles>

## Note biographique

Adam Baczko est post-doctorant en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il mène des recherches sur l'exercice de la justice par les groupes armés et ses implications politiques, en particulier en Afghanistan. Il a fait du terrain en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en Irak et en Syrie. Avant de rejoindre le programme ERC "Social Dynamics of Civil Wars", il a été *Trajectories of Change Fellow* à la Zeit-Stiftung de Hambourg, *Junior Visiting Fellow* à l'Institut des sciences humaines de Vienne et *Order, Conflict and Violence Fellow* à l'Université de Yale.

# Justine Brabant

Journaliste et chercheuse indépendante

## *Produire un discours journalistique sur la guerre : une expérience congolaise*



### Résumé

En temps de guerre, le journalisme se trouve à la croisée des champs humanitaire, académique et judiciaire. À la fois parce que les journalistes sont imprégnés des discours et représentations du conflit produits par humanitaires, chercheurs et juristes ; et à l'inverse parce que le regard médiatique (réel ou supposé) sur leur travail influe en retour les pratiques de ces trois catégories de professionnels. Dans le cas de la RDC, du fait de difficultés logistiques d'accès aux Nord et Sud-Kivu, de la faiblesse de la production de certains savoirs par les administrations congolaises (en matière de cartographie et démographie notamment), la dépendance des journalistes aux humanitaires est particulièrement prononcée. L'idée que les guerres des Kivus seraient un conflit « oublié » des médias et des diplomates, et le désir exprimé régulièrement par des ONG médicales et/ou de défense des droits de l'homme de corriger cet oubli supposé rendent l'inverse également vrai. Cette communication visera, en examinant dans le détail plusieurs situations d'interactions de l'auteure (en tant que journaliste) avec des humanitaires sur ou à propos du terrain congolais, à tirer quelques leçons sur les conditions d'existence d'une coopération « réussie ».

### Bibliographie

- Justine Brabant, *“Qu'on nous laisse combattre et la guerre finira”*. Avec les combattants du Kivu, Paris, La Découverte, 2016
- Justine Brabant, Leïla Minano, Anne-Laure Pineau, *Impunité zéro. Violences sexuelles en temps de guerre : l'enquête*, Paris, Autrement, 2017
- Justine Brabant, Lucha. *Chronique d'une révolution sans armes au Congo*, Saint Avertin, La boîte à bulles, 2018

### Note biographique

Diplômée du master « Études africaines » de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Justine Brabant est journaliste et chercheuse indépendante. Elle travaille notamment sur les groupes armés de l'Est de la RDC. Justine Brabant collabore régulièrement à *Mediapart* et *Arrêt sur images*.

# Jean-Hervé Bradol

Directeur d'études au Crash, MSF

## *Introduction*



### **Bibliographie**

- Jean-Hervé Bradol & Claudine Vidal (dir.), *Innovations médicales en situations humanitaires. Le travail de Médecins Sans Frontières*, Paris, L'Harmattan, 2009
- Jean-Hervé Bradol & Marc Le Pape, *Humanitarian aid, genocide and mass killing. Médecins Sans Frontières, the Rwandan experience, 1982-97*, Manchester, Manchester University Press, 2017
- Jean-Hervé Bradol & Marc Le Pape, *Génocide et crimes de masse. L'expérience rwandaise de MSF 1982-1997*, Paris, CNRS Edition, 2017

### **Note biographique**

Médecin, diplômé de Médecine tropicale, de Médecine d'urgence et d'épidémiologie médicale. Jean-Hervé Bradol est parti pour la première fois en mission avec Médecins Sans Frontières en 1989, entreprenant des missions longues en Ouganda, Somalie et Thaïlande. En 1994, il est entré au siège parisien comme responsable de programmes. Entre 1996 et 2000, il a été directeur de la communication, puis directeur des opérations. De mai 2000 à juin 2008, il a été président de la section française de Médecins Sans Frontières. De 2000 à 2008, il a été membre du conseil d'administration de MSF USA et de MSF International.

## Rony Brauman

Directeur d'études au Crash, MSF

*Table ronde : enquêter, secourir, juger*



### Bibliographie

- Rony Brauman, *Utopies Sanitaires*, Paris, Le Pommier, 2000
- Rony Brauman, *Penser dans l'urgence*, Paris, Seuil, 2006
- Rony Brauman, *La Médecine Humanitaire*, Paris PUF, 2010
- Rony Brauman, *Guerre humanitaires ? Mensonges et Intox*, Paris, Textuel, 2018

### Note biographique

Médecin, diplômé de médecine tropicale et épidémiologie. Engagé dans l'action humanitaire depuis 1977, il a effectué de nombreuses missions, principalement dans le contexte de déplacements de populations et de conflits armés. Président de Médecins Sans Frontières de 1982 à 1994, il enseigne au Humanitarian and Conflict Response Institute (HCRI) et il est chroniqueur à Alternatives Economiques. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles.

## Audrey Ceschia

Rédactrice en chef de *The Lancet Public Health*

*Table ronde : enquêter, secourir, juger*



### Note biographique

Audrey Ceschia est la rédactrice en chef de *The Lancet Public Health*. Elle a rejoint les publications du *Lancet* comme éditrice senior en 2008. Audrey Ceschia s'intéresse aux questions de santé publique et de politiques de santé. Elle a travaillé sur de nombreux sujets relatifs à ces questions, dans une perspective globale.

# Rudi Coninx

Directeur du Humanitarian Policy & Guidance Unit,  
Département des opérations d'urgence,  
Organisation mondiale de la Santé

## Table ronde : enquêter, secourir, juger



### Bibliographie

- Rudi Coninx, « The role of the World Health Organization (WHO) in protecting the medical mission », *Politorbis*, n°65, 1, 2018
- V. Mauch, D. Weil, M. Aayid, F. Boillot, R. Coninx, S. Huseynova, C. Powell, A. Seita, H. Wembanyama, S. van den Hof, « Structure and Management of tuberculosis programs in fragile states - Afghanistan, DR Congo, Haiti, Somalia », *Health Policy*, vol. 96, 2010, p. 118-127
- Rudi Coninx, « Tuberculosis in complex emergencies », *WHO Bulletin*, vol. 85, n°8, August 2007, p. 637-640
- Stéphane Du Mortier & Rudi Coninx, « Mobile Health Units in emergency operations. A methodological approach », *Humanitarian Practice Network*, Network paper n°60, June 2007
- M. H. Levy, H. Reyes, R. Coninx, « Overwhelming consumption - Human rights and tuberculosis control in prisons », *Health and Human Rights*, vol. 4, n°1, 1999, p. 167-191
- R. Coninx, C. Dupuy, C. Hermann, G. Cruz Pireis Ribeiro, K. Lucic, M. Margot, « Vaccinating in war affected areas. It can be done; it can also be evaluated », *Journal of Tropical Pediatrics*, vol. 44, 1998, p. 186-188
- M. Garenne, R. Coninx, C. Dupuy, « Effets de la guerre civile au centre Mozambique et évaluation d'une intervention de la Croix-Rouge », *Les dossiers du Ceped*, n°38, avril 1996

### Note biographique

Rudi Coninx dirige l'unité qui définit les orientations politiques et soutient les opérations menées en cas de catastrophe ou d'urgence, fournit conseils et expertise technique, coordonne les organes interagences tels que le Comité permanent interorganisation, et traduit les mesures adoptées dans la pratique. Il est en charge de l'initiative de l'OMS visant à stopper les attaques contre les professionnels de la santé.

Depuis 1983, Rudi Coninx travaille sur les situations humanitaires d'urgence, avec MSF sur des missions en Afghanistan, au Bangladesh et en Thaïlande, avec l'UNBRO (United Nations Border Relief Operation) en tant que coordinateur de santé à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, et avec l'organisation mondiale de la santé au Pakistan et en Afghanistan durant l'opération Salam. Rudi Coninx a également travaillé pour le comité international de la Croix-Rouge (ICRC) en tant que coordinateur de santé au Soudan, en Éthiopie, au Mexique, au Mozambique, au Sri Lanka et en Birmanie, comme conseiller technique pour les programmes de santé publique à Genève, comme coordinateur de la formation multidisciplinaire à la gestion des actions humanitaires dans les situations de catastrophe, de conflit et de crise, coordinateur du programme de contrôle de la tuberculose en prison, et comme coordinateur pour les programmes de santé en Afrique.

Il a rejoint l'Organisation Mondiale de la Santé en 2003 et travaille depuis au sein du département responsable des urgences humanitaires.

## **Bruno Cotte**

Président honoraire de la chambre criminelle  
de la Cour de cassation

*Table ronde : enquêter, secourir, juger*



### **Note biographique**

Ancien président de chambre de première instance à la Cour pénale internationale, Bruno Cotte est membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Il fut également Président de 2008 à 2014 d'une chambre de jugement de la CPI appelée à connaître de la situation de deux personnes accusées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, dans la province de l'Ituri au nord-est de la République démocratique du Congo.

# Gilles Dorronsoro

Professeur de sciences politiques  
à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne

## *Enquêter dans la Syrie en guerre*



### Résumé

Basée sur plusieurs séjours en Syrie, cette présentation rend compte des pratiques de recherche de Gilles Dorronsoro, Adam Baczko et Arthur Quesnay, en particulier concernant les institutions civiles et judiciaires dans les territoires hors du contrôle du régime. Elle répond à plusieurs questions : comment fait-on une recherche dans une situation de conflit armé ? Dans quelle mesure les données sont-elles fiables ? Comment protéger les enquêtés ? Quels objets permettent de rendre compte des processus sociaux ?

### Bibliographie

- Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000
- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro & Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211, 2016, p. 24-35
- Adam Baczko & Gilles Dorronsoro, « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, vol. 67, n°2, 2017, p. 309-327
- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, & Arthur Quesnay, *Civil War in Syria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018
- Méthodologie du programme de recherche sur les guerres civiles au sein duquel Adam Baczko et Arthur Quesnay travaillent sous la direction de Gilles Dorronsoro (projet européen ERC Social Dynamics of civil wars, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : <https://civilwars.eu/article/pour-une-approche-sociologique-des-guerres-civiles>

### Note biographique

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et membre senior à l'Institut Universitaire de France. En suivant une approche sociologique, il a conduit des recherches sur les guerres civiles tout au long de sa carrière, apportant des contributions significatives à travers ses livres sur l'Afghanistan, la Turquie et la Syrie et par la création de deux revues, la *South Asian Multidisciplinary Academic Journal* et le *European Journal of Turkish Studies*. Auparavant, il a coordonné un programme de recherche d'une vingtaine de chercheurs pour repenser les conflits identitaires à travers le concept de capital identitaire (2006-2009) et a également été chercheur résident au Carnegie Endowment for International Peace (2009-2012).

# Jean-Pierre Dozon

Directeur d'études à l'EHESS, vice-président de la FMSH

## Conclusion



## Bibliographie

- Laëtitia Atlani-Duault & Jean-Pierre Dozon, « Colonisation, développement, aide humanitaire. Pour une anthropologie de l'aide humanitaire », *Ethnologie française*, vol. 41, n°3, 2011, p. 393-403
- Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2012
- Jean-Pierre Dozon, « Une figure paradigmatique de l'humanitaire : Albert Schweitzer » in P. Cabanel, R. Liogier & V. Zuber (éd.), *Croire, s'engager, chercher. Du protestantisme à la laïcité*, Turnhout, Brepols, 2016, pp.395-405
- L. Atlani-Duault, J-P Dozon, A. Wilson, J-F Delfraissy, J-P Moatti, « State humanitarian verticalism versus universal health coverage: a century of French international French assistance revisited », *The Lancet*, Mai 2016

## Note biographique

Jean-Pierre Dozon, anthropologue, est directeur de recherche émérite à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS). Il a publié une dizaine d'ouvrages dont *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine* (Le Seuil, 1995), *Frères et Sujets. La France et l'Afrique en perspective* (Flammarion, 2003), *L'Afrique à Dieu et à Diable. Ethnies, États et religions* (Ellipses, 2008), *Afrique en présences. Du monde atlantique à la globalisation néo-libérale* (Éditions de la MSH, 2015), *La vérité est ailleurs. Complots et sorcellerie* (Éditions de la MSH, 2017). Il est également Vice-président de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH).

# Abdulkarim Ekzayez

Médecin, chercheur associé au Research for Health in Conflict (R4HC), King's College London

## *Le ciblage des infrastructures de santé en Syrie : dommage collatéral ou tactique militaire ?*



### Résumé

Les huit années de conflit ininterrompu en Syrie ont vu nombre d'atrocités à l'encontre des civils, dont certaines relèvent des crimes de guerre. Si la plupart des belligérants ont pris part à ces atrocités, ce sont le régime syrien et ses alliés qui restent les premiers coupables.

Selon le Syrian Centre for Policy Research, en février 2016 plus d'un demi-million de Syriens avaient été tués, et 13 millions déplacés, à l'intérieur du pays, dans les pays environnants ou ailleurs. Les infrastructures civiles, y compris celles de santé, ont été sévèrement touchées, entraînant des interruptions de leurs services et donc des souffrances supplémentaires. Selon Physicians for Human Rights, en décembre 2018 plus de 550 attaques contre des structures de santé avaient été commises, et environ 891 membres du corps médical tués. Parmi les autres infrastructures civiles, fréquemment cibles d'attaque, il faut compter les boulangeries, les écoles, les sources d'eau et les marchés de carburant.

L'étude des configurations et des occurrences de ces atrocités peut nous permettre de tirer certaines conclusions sur leurs objectifs. Abdulkarim Ekzayez soutient qu'il existe des motifs militaires et stratégiques derrière les attaques commises par le régime syrien et ses alliés, certains liés à des questions de succès militaires, de soumission et d'imposition d'une reddition, d'autres à des objectifs à plus long terme, déplacements forcés et recompositions démographiques.

### Bibliographie

- Gerbrand Alkema, Rachael Cummings, Emma Diggle, Abdulkarim Ekzayez, Mohammed Jasem, Welsch, Preeti Patel, Richard Sullivan, Mais Wafai, Abdihamid Warsame & Wilhelmina Welsch, « The role of public health information in assistance to populations living in opposition and contested areas of Syria, 2012–2014 », *Conflict and Health*, vol. 11, 2017, p. 1-12
- Abdulkarim Ekzayez, « Analysis: A Model For Rebuilding Infrastructure in Northwestern Syria », *News Deeply*, 19 février 2018
- Abdulkarim Ekzayez, « Attacks on Healthcare in Syria Look Like a Bloody Strategy of Forced Displacement », *Chatham House*, 23 février 2018
- Abdulkarim Ekzayez & Rachel Thompson, « Assad Has Learned That Chemical Attacks Are a Tactic That Works », *Chatham House*, 13 avril 2018

### Note biographique

Abdulkarim Ekzayez est un médecin et épidémiologiste syrien. Il a obtenu son doctorat de premier cycle (MD) à l'Université d'Alep et sa maîtrise (MSc) à la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM). En 2013, Abdulkarim Ekzayez étudiait la neurochirurgie quand son séjour a été interrompu par la guerre en Syrie. Il travaille alors dans des hôpitaux de campagne dans lesquels il réalise des centaines d'opérations chirurgicales. Il rejoint Save the Children dans le nord-ouest de la Syrie, où, jusqu'en 2017, il dirige les actions de santé. Durant cette période il contribue à construire le système de santé des zones contrôlées par l'opposition et mène des actions plus spécifiques, notamment contre la polio.

Abdulkarim Ekzayez est actuellement chercheur associé au département d'études sur la guerre du King's College à Londres, où il effectue son doctorat sur les systèmes de santé en situation de conflit. Il est également impliqué dans des projets à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, à Chatham House, l'American University of Beirut ainsi que d'autres institutions. Il contribue activement à diverses institutions médicales et de la société civile en Syrie, et est membre du bureau de trois ONGs, Shafak Syria, Eye to the Future et Refugee Trauma Initiative.

# André Guichaoua

Professeur de sciences politiques  
à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne



## *Les procédures judiciaires engagées par des juridictions nationales hors Rwanda envers des ressortissants rwandais*

### Résumé

L'objectif de l'intervention sera d'établir un état des lieux des poursuites judiciaires engagées par des juridictions nationales hors Rwanda envers des ressortissants rwandais qui ne sont guère documentées au-delà de quelques procès exemplaires. Le but est de mieux comprendre la politique suivie par le parquet rwandais et les parquets étrangers en matière de poursuite pénale, et leur évolution (continents/pays, effectifs concernés et profils des personnes ciblées, coopération judiciaire, nombre d'affaires arrivant en audience et pourcentage d'abandon, et, dans le cas d'organisation de procès nationaux, modalités de réalisation des enquêtes, durée des procédures, peines prononcées).

Le panorama qui en sera dressé permettra de distinguer :

- des procès organisés au terme d'informations judiciaires et ayant débouché sur des acquittements ou des condamnations suivies éventuellement d'une extradition ;
- des procédures d'extraditions relevant de l'application d'accords de coopération judiciaire signés avec le Rwanda (Allemagne, etc.), de décisions des tribunaux nationaux faisant suite à des demandes du Parquet général du Rwanda ou saisis de plaintes déposées au nom des victimes ;
- des procédures de refoulement, refus ou annulation des demandes d'asile des tribunaux administratifs.

Enfin, sur la base de ce panorama d'ensemble et de l'expérience de l'intervenant, une analyse comparative sur le déroulement des informations judiciaires selon les pays et les époques sera proposée.

### Bibliographie

- André Guichaoua, « "Vérité judiciaire" et "vérité" du chercheur : témoins et témoignages devant le tribunal pénal international des Nations unies pour le Rwanda », in M. Le Pape, J. Siméant, C. Vidal (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 119-135
- André Guichaoua, *Rwanda, de la guerre au génocide. Les politiques criminelles au Rwanda (1990-1994)*, Paris, La Découverte, 2010
- André Guichaoua, « L'instrumentalisation politique de la justice pénale internationale en Afrique centrale », *Tiers monde*, n° 205, janvier-mars 2011, p. 25-44
- André Guichaoua, « Une justice sous influence : la politique judiciaire post-génocide au Rwanda », in R. Nollez-Goldbach et J. Saada (dir.), *La justice pénale internationale face aux crimes de masse. Approches critiques*, Paris, Pedone, 2014, p. 109-130
- André Guichaoua, *From War to Genocide. Criminal Politics in Rwanda, 1990–1994*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2017

### Note biographique

André Guichaoua est Professeur de sociologie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Institut d'étude du développement économique et social, témoin-expert auprès des tribunaux pénaux internationaux et nationaux (Rwanda et région des Grands Lacs africains).

# Bert Ingelaere

Professeur assistant à l'Université d'Anvers

## *Dans les tribunaux gacaca. En quête de justice après le génocide*



### Résumé

Après le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, les victimes, les auteurs de violence, et avec eux le pays tout entier, peinent à assumer le douloureux héritage de la violence de masse. Le voisin s'en était pris au voisin, et une fois le massacre terminé, les survivants du génocide vivaient souvent à proximité de ceux qui avaient assassiné leurs proches et leurs amis. Le gouvernement du Rwanda essaya de faire face à cette situation en recréant et en actualisant un système judiciaire communautaire traditionnel appelé gacaca. Cette présentation, basée sur *Inside Rwanda's Gacaca Courts* qui traite de cette question, examine les objectifs que se sont fixés les juridictions gacaca, leur fonctionnement, leurs réussites, leurs échecs, et leur impact sur la société rwandaise. À partir d'un travail ethnographique en profondeur sur le terrain, Bert Ingelaere s'appuie sur des souvenirs personnels frappants, des entretiens et des témoignages judiciaires de victimes comme d'auteurs de violence, de témoins comme de juges non professionnels. Les résultats montrent bien comment ce processus populaire a été dévié sous le poids de l'État rwandais et par le pragmatisme de la paysannerie rwandaise. L'abondance de témoignages de citoyens rwandais ordinaires apportée a pour but d'illustrer en quoi les conceptions populaires de ce qui est vrai et juste important, et la façon dont les processus de justice transitionnelle localisés changent au cours du temps et varient en fonction de l'espace. Cela permet également de démontrer ce qui, à l'échelle du citoyen lambda et au-delà, est en jeu pour les générations à venir et, au-delà même du Rwanda, ce qui peut faire la différence pour toute société, où qu'elle se trouve, qui essaye de faire face à un héritage de violence de masse et de violation des droits de l'homme.

### Bibliographie

- Bert Ingelaere, Stephan Parmentier, Jacques Haers & Barbara Segaert (dir.), *Genocide, risk and resilience: an interdisciplinary approach*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013
- Bert Ingelaere, *Inside Rwanda's Gacaca Courts: Seeking Justice after Genocide*, Madison, University of Wisconsin Press, 2016
- Bert Ingelaere, & Nina Wilén, « The civilized Self and the barbaric Other: Ex-rebels making sense of sexual violence in the DR Congo », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 35, n°2, 2017, p. 221-239
- Andrea Guariso, Bert Ingelaere & Marijke Verpoorten, « Gender quotas and female political representation in the aftermath of ethnic violence: A comparative analysis of Burundi and Rwanda », *Development and Change*, vol. 49, n°6, 2018, p. 1361-1391

### Note biographique

Bert Ingelaere est professeur adjoint (maître de conférences) à l'Institut de politique de développement à l'Université d'Anvers. Ses recherches portent principalement sur l'héritage de la violence de masse, la mobilité et le processus de construction de la connaissance. Il a passé plus de quarante mois sur le terrain dans la région des Grands Lacs en Afrique. Il a été conseiller et expert auprès d'ONG internationales, du ministère belge des Affaires étrangères, de la Banque mondiale, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, et chercheur postdoctoral auprès du Fonds de la Recherche scientifique - Flandres et du Programme sur l'Ordre, le Conflit et la Violence de l'Université de Yale. Il a publié de nombreux rapports et articles dans des revues telles que *African Affairs*, le *Journal of Modern African Studies*, *Critique of Anthropology* ou le *International Journal of Transitional Justice* ; il est aussi coéditeur de *Genocide, Risk and Resilience* et auteur de *Inside Rwanda's Gacaca Courts*. Ses travaux remportent le prix du meilleur article étudiant de troisième cycle de l'Association des Études africaines aux États-Unis (ASA) en 2009 et le prix de la Fondation Auschwitz en 2014 ; son livre *Inside Rwanda's Gacaca Courts* reçoit le prix Bethwel A. Ogot de l'ASA en 2017.

# Myfanwy James

Chercheuse doctorante à l'Université d'Oxford

*Négocier l'accès humanitaire dans le Nord Kivu : les dilemmes, tensions et compromis quotidiens dans un contexte de violences cycliques.*



## Résumé

Cette étude se penche sur les interactions et négociations quotidiennes pour l'accès humanitaire entre Médecins sans Frontières et des groupes armés du Nord Kivu, à l'est de la RDC. En utilisant les méthodes ethnographiques et historiques, l'étude explore comment MSF a construit et maintenu un réseau de contacts dans les groupes armés au fil du temps afin que l'organisation puisse maintenir sa présence et gérer la sécurité de ses employés dans une zone de « ni paix, ni guerre » caractérisée par une violence cyclique. Au cours de cette intervention, on explorera tout d'abord les dilemmes quotidiens sur le terrain au Nord Kivu : en particulier, comment MSF traduit et met en pratique ses principes humanitaires pendant ses interactions avec les interlocuteurs armés. On observera comment MSF se positionne entre une proximité opérationnelle nécessaire et une mise à distance du contexte politique afin de garantir sa neutralité. Deuxièmement, cette intervention se penchera sur l'expérience des employés congolais pendant ces processus de négociation – les tensions et contradictions qui sont au cœur de leur rôle comme courtiers ou *fixers* humanitaires. En dernier lieu, elle explorera comment MSF gère la sécurité de ses employés congolais et maintient la perception de leur neutralité, étant donné la sensibilité de leurs identités personnelles dans la province.

## Bibliographie

- Myfanwy James, M & Tony Kiumbe, « A Congolese space of aid: reflections from national staff », *Oxford Department of International Development Blog*, 20 April 2018
- Myfanwy James, « Review: Jean-Hervé Bradol & Marc Le Pape, Humanitarian aid, genocide and mass killings: Médecins Sans Frontières, the Rwandan experience, 1982-97 », *Journal of Contemporary History*, vol. 54, n°1, 2019

## Note biographique

Myfanwy James est chercheuse doctorante à l'Université d'Oxford. Elle se base sur des méthodes ethnographiques et historiques pour déceler les pratiques de l'action humanitaire en zone de guerre, notamment dans la région des Grands Lacs. En ce moment, les recherches de Myfanwy James se penchent sur les interactions et négociations pour l'accès humanitaire entre Médecins Sans Frontières et des groupes armés au Nord Kivu, à l'est de la RDC. Myfanwy James a obtenu sa licence en histoire africaine à l'Université de Bristol et son master en Développement International à London School of Economics.

## Pacifique Kabalisa

Président du Centre pour la prévention  
des crimes contre l'humanité (CPCH)

*Expérience de témoin survivant du génocide  
et de témoin de témoins dès 1994.*



### Résumé

Durant les premières semaines du génocide rwandais, alors que Pacifique Kabalisa était caché, il a consigné son vécu sur un cahier dans l'espoir qu'il serait lu s'il ne devait pas survivre. Puis, en fuite au Zaïre, il a noté les récits douloureux d'autres témoins. De retour au Rwanda, il a continué à travailler avec des rescapés qui voulaient relater leur propre histoire du génocide afin qu'elle ne soit pas oubliée et pour participer à l'œuvre de justice. En une dizaine d'années, Pacifique Kabalisa a recueilli plus de trois mille témoignages.

### Bibliographie

- *Rwanda: Death, Despair and Defiance*, African Rights, London, 1995

### Note biographique

Président du Centre pour la Prévention des Crimes contre l'Humanité (CPCH) fondé en mars 2009, Pacifique Kabalisa détient un Master européen en actions humanitaires internationales et une Licence en politique économique et sociale : orientation développement et gestion de projets de l'Université Catholique de Louvain. En sa qualité d'enquêteur (fin 1994 à septembre 1997) et de coordinateur de recherche (janvier 2001-mars 2003) au sein d'African Rights, il a participé à la documentation de nombreux rapports et communiqués publiés par cette organisation britannique de défense des droits de l'homme au cours de cette période.

## Hakim Khaldi

Chargé d'études à MSF

### *Les pratiques humanitaires de terrain à l'épreuve du conflit syrien*



#### Résumé

Depuis 2011, la guerre civile en Syrie a été marquée par la répression exercée par le gouvernement syrien qui a frappé non seulement les manifestants mais aussi les blessés et le personnel soignant qui leur portait secours. La criminalisation de l'aide, les bombardements n'épargnant ni les structures de santé et encore moins les populations civiles, sont devenus le quotidien de millions de Syriens. Cet environnement a conduit à l'émergence d'acteurs tels que les groupes rebelles dans le nord-ouest, le PYD kurde dans le nord-est et l'État Islamique.

Comment, dans cet environnement, MSF est-il intervenu pour mener des opérations de secours malgré les différents agendas politiques de ces acteurs ? Il a fallu décrypter, s'adapter, persister ou bien renoncer. Au moyen de visites de terrains, d'interviews du personnel syrien et international, et d'études de rapports, Hakim Khaldi dévoilera comment il a été possible de travailler dans ces différentes zones, qu'elles soient administrées par une coalition de groupes rebelles, un parti kurde d'obédience marxiste/léniniste ou par des groupes djihadistes transnationaux. Si MSF, par principe de neutralité, a eu la volonté d'intervenir en zones gouvernementales, l'État syrien n'en a jamais autorisé l'accès. Hakim Khaldi montrera que les opérations de MSF se résument à un exercice d'équilibriste ponctué par différents épisodes d'adaptation dans le temps aux difficultés rencontrées. Au-delà de l'action des ONGs, l'essentiel de l'aide est surtout endogène, appuyé par des réseaux extérieurs dynamisés par la diaspora syrienne qui a connu un afflux conséquent de médecins et chirurgiens fuyant la répression.

#### Bibliographie

- Hakim Khaldi, « A Raqqa, plus encore qu'à Mossoul, les civils sont laissés pour compte », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> août 2017
- Hakim Khaldi, « Questions sur la façon dont la guerre est menée à Raqqa », *Mediapart*, 10 août 2017

#### Note biographique

Diplômé de l'Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID) de Bordeaux ainsi que de Sciences Po Bordeaux, Hakim Khaldi a obtenu un master en coopération internationale et développement. Il a commencé à travailler avec MSF en 2003 lors de l'invasion américaine en Irak. Il a été coordinateur de projet ainsi que chef de mission successivement en Afrique, aux Caraïbes, en Asie et surtout au Moyen-Orient jusqu'en 2010. Depuis 2015, il travaille au département des opérations à Paris sur la Syrie, l'Irak et le Yémen ; il y occupe le poste de chargé d'études.

## Marc Le Pape

Sociologue, chercheur au CNRS,  
membre du comité scientifique du CRASH, MSF

### *Les carrières de Bosco Ntaganda, homme de guerre. Du Rwanda à la Cour Pénale Internationale (1990-2018)*



#### Résumé

Bosco Ntaganda n'est pas un inconnu. Depuis 1990, comme militaire, il a été sans cesse engagé dans nombre de conflits armés de la région des Grands Lacs : d'abord au Rwanda de 1990 à 1994, puis à l'est de la RDC où il a été successivement membre de plusieurs groupes politico-militaires et a progressivement occupé des postes de commandement de plus en plus éminents. La CPI a émis à son encontre un premier mandat d'arrêt en 2006. Il a été contraint de se rendre à la CPI en 2013, son procès a été ouvert en 2015. Marc Le Pape a sélectionné quelques séquences de ce parcours pour lesquelles plusieurs types de sources existent. Sa perspective est d'interroger la diversité des sources : en particulier les rapports annuels du groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, les enquêtes d'Human Rights Watch, les transcriptions du procès à la CPI. Ces documents ne seront pas lus en tant que « dépositaires du réel passé ». Dans ces sources, Marc Le Pape veut repérer les identités variables attribuées à Bosco Ntaganda par les acteurs judiciaires, des chercheurs-enquêteurs, des témoins.

#### Note biographique

Marc Le Pape est chercheur, sociologue, au CNRS. Il est actuellement membre du comité scientifique du Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Fondation Médecins Sans Frontières). Il a mené des recherches en Algérie, en Côte d'Ivoire et en Afrique centrale. Ces recherches ont été effectuées dans le cadre du Centre d'Études africaines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Ses travaux récents portent sur l'action humanitaire et les conflits dans la région des Grands Lacs africains.

#### Bibliographie

- Marc Le Pape, « Vérités et controverses sur le génocide des Rwandais tutsis », in M. Le Pape, J. Siméant & C.Vidal (dir.), *Crises extrêmes. Face aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 103-118
- Marc Le Pape, « Viol d'hommes, masculinités et conflits armés », *Cahiers d'Études africaines*, LIII (1-2), n°209-210, 2013, p. 201-215
- Marc Le Pape, « Violences sexuelles contre les hommes, une prise de conscience progressive », *The Conversation*, 20 avril 2016
- Jean-Hervé Bradol & Marc Le Pape, *Humanitarian aid, genocide and mass killing. Médecins Sans Frontières, the Rwandan experience, 1982-97*, Manchester, Manchester University Press, 2017
- Jean-Hervé Bradol & Marc Le Pape, *Génocide et crimes de masse. L'expérience rwandaise de MSF 1982-1997*, Paris, CNRS Editions, 2017

# Timothy Longman

Professeur de sciences politiques, Boston University

## *Vingt ans après « Aucun témoin ne doit survivre » : Que sait-on aujourd'hui du génocide au Rwanda ?*



### Résumé

En 1999, Human Rights Watch (HRW) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont publié un compte rendu minutieux du génocide rwandais, *Aucun témoin ne doit survivre* (*Leave None to Tell the Story* dans la version anglaise). Basé sur des entretiens et un travail d'archives mené par une équipe de chercheurs, et écrit principalement par Alison Des Forges, *Aucun témoin ne doit survivre* a rapidement été reconnu comme le compte rendu définitif du génocide de 1994. Cependant, au cours des deux décennies suivantes, bien des études supplémentaires ont contribué à notre compréhension de la violence de 1994. Dans cette présentation, Timothy Longman fera le bilan de *Aucun témoin ne doit survivre* à la lumière des études conduites depuis sa publication, en s'intéressant tout particulièrement à deux principaux écueils de son analyse. Premièrement, les études à l'échelle micro sur les motivations des participants remettent en cause l'influence de l'idéologie sur le génocide. Deuxièmement, les études sur l'organisation du génocide remettent en question le degré de planification préalable. Timothy Longman soutient que, malgré ces correctifs, une grande partie de l'analyse est toujours valable, comme le rôle de figures nationales dans la promotion du génocide au niveau local, l'impact des dynamiques de luttes de pouvoir locales sur la violence et sur la structuration de la violence, notamment l'effort, après les premiers massacres, pour impliquer une large portion de la population. Finalement, en tant que membre de l'équipe qui a travaillé sur et a aidé à écrire *Aucun témoin ne doit survivre*, Timothy Longman revient sur l'importance des rares projets de recherche qui, comme celui-ci, font participer les organisations de défense des droits de l'homme à un projet de recherche académique.

### Note biographique

Timothy Longman est directeur de l'Institute on Culture, Religion, and World Affairs (CURA) à la Pardee School of Global Studies de l'université de Boston, où il est professeur associé de sciences politiques et de relations internationales. De 2009 à 2017, il a été directeur du Centre d'Études africaines de l'université. Il a dirigé le bureau de terrain de HRW et de la FIDH au Rwanda en 1995-1996. Il a également contribué aux recherches et à la rédaction de l'ouvrage sur le génocide rwandais, *Aucun témoin ne doit survivre*, sous la direction de feu Alison Des Forges.

### Bibliographie

- Timothy Longman, Phuong Pham, Harvey M. Weinstein, and Alice U. Karekezi, « Connecting Justice to Human Experience: Attitudes Toward Accountability and Reconciliation in Rwanda », in H. Weinstein & E. Stover (dir.), *My Neighbor, My Enemy: Justice and Social Reconstruction in Rwanda and the Former Yugoslavia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 206-225
- Timothy Longman, *Christianity and Genocide in Rwanda*, Cambridge University Press, 2010
- Timothy Longman, « Conducting Research in Conflict Zones: Lessons from African Great Lakes Region », in D. Mazurana, K. Jacobsen, & L. Andrews Gale (dir.), *Research Methods in Conflict Settings: A View from Below*, New York, Cambridge University Press, 2013, p. 254-275
- Timothy Longman, « The Uses and Abuses of Media: Rwanda Before and After the Genocide », in C. Ramirez-Barat (dir.), *Transitional Justice, Culture, and Society: Beyond Outreach*, New York, Social Science Research Council, 2014, p. 247-278
- Timothy Longman, *Memory and Justice in Post-Genocide Rwanda*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017

## Catherine Marchi-Uhel

Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant de l'ONU sur les violations du droit international commises en Syrie

*Table ronde : enquêter, secourir, juger*



### Note biographique

Catherine Marchi-Uhel est la première Cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant établi par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 décembre 2016 et chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Elle cumule plus de 27 années d'expérience dans les systèmes judiciaires et la fonction publique, (ainsi qu'au sein des Nations Unies) dans les domaines du droit pénal, de la justice transitionnelle et des droits de l'homme. Depuis 2015, elle a été la Médiatrice du Comité des sanctions du Conseil de sécurité en vertu des résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL / Daech), Al-Qaida et des individus, groupes, entreprises et autres entités qui y sont associés. Auparavant juge en France, Catherine Marchi-Uhel a également occupé des fonctions judiciaires au sein de la Mission d'Administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et des Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens. Juriste en cheffe et Cheffe des chambres auprès du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, elle a également occupé des fonctions juridiques au Ministère des Affaires étrangères en France et au sein de Missions des Nations Unies pour le maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine et au Libéria. Madame Marchi-Uhel est titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université de Caen.

## Nicolas Mariot

Chercheur au CNRS, Centre européen de sociologie et de science politique

*Discutant de la journée Rwanda*



### Bibliographie

- Nicolas Mariot, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, n°53, 2003, p. 154-177
- Nicolas Mariot, *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010
- Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013
- Nicolas Mariot, *Histoire d'un sacrifice. Robert, Alice et la guerre*, Paris, Seuil, 2017
- Nicolas Mariot, « Social Encounters in the French Trenches », *French Politics, Culture & Society*, vol. 36, n°2, 2018, p. 1-27

### Note biographique

Nicolas Mariot, chercheur au CNRS, est spécialiste de sociologie historique. Il a travaillé, avec Claire Zalc, sur l'histoire de la communauté juive de Lens des années 1930 aux années 1950. Il s'agissait de retracer les itinéraires et choix d'un ensemble de 991 individus, 350 familles, face aux persécutions dont elles ont été l'objet. Il est l'un des co-organisateur du séminaire « Histoire et historiographie de la Shoah » à l'EHESS. Il s'est intéressé depuis aux rapports sociaux dans les tranchées de la Grande Guerre. Nicolas Mariot travaille actuellement à une étude comparée des violences de masse au XX<sup>e</sup> siècle.

## Omar McDoom

Professeur assistant à la London School of Economics  
and Political Sciences

### *Gagner la guerre des idées : idéologies modérées et idéologies extrêmes dans le génocide au rwanda.*



#### Résumé

L'explication par l'idéologie a connu un regain de popularité dans l'interprétation des massacres et des génocides. Des études récentes ont souligné que les idéologies extrêmes jouent un rôle important en ce qu'elles encouragent les élites à prendre des décisions privilégiant l'élimination à d'autres options pour confronter des groupes problématiques ; ou encore parce qu'elles produisent des justifications pour la violence a posteriori. Cette reconnaissance du pouvoir des facteurs idéologiques est la bienvenue face à une prépondérance d'explications rationalistes, matérialistes et institutionnalistes de ce type de violence. Toutefois, le champ théorique sur le rôle de l'idéologie laisse à désirer. Les défenseurs d'explications axées sur l'idéologie présupposent l'existence d'une unique idéologie dominante qui envahit la sphère publique. Implicitement, certains tirent un trait de façon déterministe entre ces idéologies et les décisions amenant au génocide. Cette présentation remet en question ces postulats et propose plutôt une approche qui reconnaît explicitement qu'il y a souvent de multiples idéologies en circulation dans la sphère publique. L'extrémisme n'est souvent que l'un des nombreux ensembles de croyance en compétition pour notre attention. De plus, la victoire des idées extrêmes sur les croyances plus modérées n'est que rarement garantie. L'émergence de l'extrémisme est au contraire imprévisible et inattendue. Cette communication examine la « guerre des idées » et le triomphe de l'extrémisme ethnique dans le contexte du génocide. Elle tâche d'expliquer comment et pourquoi l'extrémisme, au départ une idéologie marginale parmi bien d'autres idéologies plus modérées, a finalement prévalu au Rwanda. La contestation était au cœur de ce processus. La victoire des extrémistes et le génocide qui s'en est suivi étaient loin d'être une certitude. Cette contestation et cette incertitude ont perduré y compris après l'attentat fatidique du 6 avril 1994, généralement regardé comme l'élément déclencheur de la violence.

#### Note biographique

Omar McDoom enseigne les sciences politiques à la London School of Economics. Il est spécialiste de l'étude des conflits et de la coexistence dans les sociétés diverses du point de vue ethnique et religieux. Son expertise porte sur différents aspects du génocide au Rwanda. Il a notamment publié à propos des facteurs de la participation individuelle à la violence, de la psychologie des risques sécuritaires et de la radicalisation des civils, ainsi que sur les causes de mobilisation au niveau local.

#### Bibliographie

- Omar S. McDoom, « Rwanda's Exit Pathway from Violence: A Strategic Assessment », *World Development Report 2011: Background Paper*, Washington DC, World Bank, 2011
- Omar S. McDoom, « The Psychology of Threat in Intergroup Conflict: Emotions, Rationality, and Opportunity in the Rwandan Genocide », *International Security*, vol. 37, n°2, 2012, p. 119-155
- Omar S. McDoom, « Who Killed in Rwanda's Genocide? Micro-Space, Social Influence and Individual Participation in Intergroup Violence », *Journal of Peace Research*, vol. 50, n°4, 2013, p. 453-467
- Omar S. McDoom, « Antisocial Capital: A Profile of Rwandan Genocide Perpetrators' Social Networks », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58, n°5, 2014, p. 865-893
- Omar S. McDoom, « Predicting Violence within Genocide: A Model of Elite Competition and Ethnic Segregation from Rwanda », *Political Geography*, vol. 42, 2014, p. 34-45

## **Yann Mens**

Membre du Conseil d'administration  
de Médecins Sans Frontières

*Discutant de la journée  
République démocratique du Congo.*



### **Note biographique**

Yann Mens est rédacteur en chef International du magazine *Alternatives Économiques*, après avoir été rédacteur en chef d'*Alternatives Internationales* et chef adjoint du service Monde au quotidien *La Croix*.

Yann Mens est membre du Conseil d'administration de MSF France depuis octobre 2014.

## Arthur Quesnay

Post-doctorant en science politique  
à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne

### *Enquêter dans la Syrie en guerre*



### Résumé

Basée sur plusieurs séjours en Syrie, cette présentation rend compte des pratiques de recherche de Gilles Dorronsoro, Adam Baczko et Arthur Quesnay, en particulier concernant les institutions civiles et judiciaires dans les territoires hors du contrôle du régime. Elle répond à plusieurs questions : comment fait-on une recherche dans une situation de conflit armé ? Dans quelle mesure les données sont-elles fiables ? Comment protéger les enquêtés ? Quels objets permettent de rendre compte des processus sociaux ?

### Bibliographie

- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro & Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211, 2016, p. 24-35
- Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, & Arthur Quesnay, *Civil War in Syria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018
- Méthodologie du programme de recherche sur les guerres civiles au sein duquel Adam Baczko et Arthur Quesnay travaillent sous la direction de Gilles Dorronsoro (projet européen ERC Social Dynamics of civil wars, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) : <https://civilwars.eu/article/pour-une-approche-sociologique-des-guerres-civiles>

### Note biographique

Arthur Quesnay a mené des recherches sur les dynamiques politiques des conflits sectaires en Irak, menant des séjours prolongés en Irak depuis 2009, en Libye (2011-2012) et en Syrie (2012-2016) avec des groupes insurgés.

Avant de rejoindre le programme ERC "Social Dynamics of Civil Wars", il a enseigné les relations internationales à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en tant qu'ATER de 2015 à 2017. Entre 2012 et 2014, il a été allocataire de doctorat à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) basé en Irak.

## Sophie Roborgh

Chercheuse associée au Humanitarian and Conflict Response Institute, Université de Manchester

### *Le témoignage des organisations médicales humanitaires locales dans le conflit syrien*



#### Résumé

Les discussions sur le conflit syrien ont été affectées par la prolifération de la désinformation et un délétère relativisme de la « vérité ». L'accès aux zones de conflit étant souvent empêché aux médias et à la surveillance internationale, les organisations de santé locales sont souvent devenues des intermédiaires et des informatrices décisifs sur un large éventail de sujets, allant du développement et de la santé aux conditions de vie de la population en proie à la guerre et aux violations des droits humains. Les professionnels de la santé ont, avec d'autres, souvent collaboré avec les médias internationaux, et fourni des témoignages aux plus hautes instances diplomatiques, devant les Nations Unies ou encore la Commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis.

L'objet de cette communication, fondée sur des entretiens approfondis avec des représentants d'organisations de santé locales travaillant dans les zones non contrôlées par le gouvernement syrien, est d'étudier l'évolution de la position exceptionnelle d'informateur qui est celle des professionnels de santé locaux dans le conflit. Il s'agit d'abord d'examiner l'action générale des organisations de santé locales, dans leur supervision du secteur humanitaire et sanitaire et au-delà. Il s'agit ensuite de considérer les valeurs et les préoccupations qui sont à l'origine de la fonction de transmission d'information de ces organisations de santé, et en particulier leur manière de concilier le fait de fournir une information exacte et celui de protéger les équipes locales sur le terrain. Il s'agit enfin d'examiner le rôle d'intermédiaire que ces organisations se sont mises à occuper, entre la communauté des journalistes et la population locale, en particulier dans le cadre du siège de la partie est d'Alep.

#### Bibliographie

- Sophie E. Roborgh, « Beyond medical humanitarianism. Politics and humanitarianism in the figure of the Mīdānī physician », *Social Science & Medicine*, vol. 211, p. 321-329
- Fouad M. Fouad, Annie Sparrow, Sophie E. Roborgh et al. (2017) « Health workers and the weaponisation of health care in Syria: a preliminary inquiry for The Lancet-American University of Beirut Commission on Syria », *The Lancet*, vol. 390, 2017, p. 2516-26

#### Note biographique

Sophie Roborgh est chercheuse associée sur les questions d'aide humanitaire médicale à l'Université de Manchester. Ses recherches portent particulièrement sur la création de réseaux médicaux locaux d'urgence en période de conflit, la politisation des actions de santé (y compris les attaques visant le secteur de la santé), et la réconciliation des aspirations humanitaires et de l'idéologie politique chez les professionnels de santé humanitaires. Elle présente ici l'ébauche d'un travail accompli dans le cadre du projet « Ce que décrit le médecin » (*What the Doctor Describes*), sur les pratiques de témoignage des médecins humanitaires locaux.

# Émilie Serralta

Consultante indépendante

## *Enquêter pour le Conseil de Sécurité des Nations Unies*



### Résumé

Émilie Serralta s'attachera à présenter le travail du Groupe des experts sur la République démocratique du Congo et son mandat. Le rôle premier du Groupe est d'appuyer le Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies concernant la RDC et de lui fournir des informations pouvant servir à désigner des personnes et entités qui se livreraient à des activités sujettes à sanctions. Concrètement, cet appui passe par la présentation au Comité de rapports publics et de notes confidentielles, qui sont le résultat de longues enquêtes sur terrain. De par son mandat, le Groupe a un accès rare à de nombreuses sources d'informations, mais de telles enquêtes, avec à la clé de possibles sanctions, demandent de relever de nombreux défis, notamment sécuritaires.

### Bibliographie

- Émilie Serralta, *Hot Chocolate: how cocoa fuelled the conflict in Côte d'Ivoire*, Global Witness, 2007
- Émilie Serralta et al., *'If you resist, we will shoot you': The DRC and the case for an effective arms trade treaty*, co-authored, Amnesty International, 2012
- Émilie Serralta et al., *Mid-Term Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2012/348*, United Nations, 2012
- Émilie Serralta et al., *Final Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2012/843*, United Nations, 2012
- Émilie Serralta et al., *Mid-Term Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2013/433*, United Nations, 2013
- Émilie Serralta et al., *Final Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2014/42*, United Nations, 2014
- Émilie et al., *Mid-Term Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2014/428*, United Nations, 2014
- Émilie et al., *Final Report of the UN Group of Experts on DRC, S/2015/19*, United Nations, 2015
- Émilie Serralta, *Braving Bullets: Excessive force in policing demonstrations in Burundi*, Amnesty International, 2015
- Émilie Serralta, *Burundi: 'Just tell me what to confess to': Torture by police and intelligence service since April 2015*, Amnesty International, 2015

### Note biographique

Emilie Serralta travaille sur des questions relatives aux conflits armés et aux droits humains depuis 2000. Elle a mené des enquêtes en RDC pour le Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, la Cour pénale internationale (CPI) et Amnesty International. Émilie Serralta a siégé dans le Groupe d'experts de 2012 à 2015 et a été sa coordinatrice en 2013-2014. À ce jour, elle a dirigé des missions d'enquête au Burkina Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, à Djibouti, en Éthiopie, au Mali, au Nigéria, au Rwanda, en Ouganda, au Soudan du Sud et en Tanzanie. Elle a notamment publié des rapports sur les questions de groupes armés, sur l'impunité, la torture et sur la responsabilité des entreprises pour les violations des droits humains. Elle est titulaire d'un master en développement (School of Oriental and African Studies, Université de Londres) et d'une maîtrise en littérature (Montpellier III). Elle a vécu au Royaume-Uni, au Nigéria, en RDC et au Kenya.

## Scott Straus

Professeur de sciences politiques,  
Université du Wisconsin-Madison

### *Génocide : les limites d'une dénomination*



#### Résumé

L'objet de cette communication est de se demander comment décrire les histoires de violence. Après des années de travail, de documentation, de témoignages et de publications, le génocide au Rwanda est devenu un exemple canonique de violence de masse au XX<sup>e</sup> siècle. La plupart des chercheurs, des politiques et des citoyens désignent à présent la période de violence et de conflit des années 1990 comme « le génocide rwandais » ; au Rwanda l'État insiste, de manière plus strict, pour parler du « génocide des Tutsis ». Cependant, si un génocide contre la population locale tutsi a sans conteste été perpétré au Rwanda en 1994, décrire les années 1990 comme celles du « génocide rwandais » ne rend pas compte de manière adéquate de l'étendue des violences qui ont eu lieu alors à cet endroit. Pour ne prendre en compte que le milieu des années 1990, le Rwanda et la République démocratique du Congo ont connu, en plus de la guerre, des violences de masse caractérisées contre les populations hutu rwandaises dans ces deux pays. Considérer et raconter l'histoire de la violence dans cette région à travers le prisme principal du génocide a conduit à occulter, ou du moins à minimiser ces autres expériences aiguës de violence. Une telle caractérisation a aussi mené à associer certaines catégories de population aux victimes ou aux coupables, à favoriser une quête tendancieuse de justice et à justifier des violations des droits humains au nom d'une revanche ou de la prévention d'un futur génocide. De manière typique, le prisme du génocide crée également des hypothèses fallacieuses concernant les facteurs de la violence, ses modalités, les expédients nécessaires pour reconstruire après la violence, la nature des responsabilités dans la violence, ainsi que des analogies toutes faites avec le Rwanda. La présente communication étudie ces questions, examine pour quelles raisons le prisme du génocide est si puissant et cependant si limité, et évalue quelques alternatives au « génocide rwandais » comme méta-discours utilisé pour caractériser les années 1990 au Rwanda. A l'occasion de la commémoration des vingt-cinq ans du génocide, ces problèmes paraissent essentiels à considérer.

#### Bibliographie

- Scott Straus, *The Order of Genocide. Race, Power and War in Rwanda*, Ithaca, Cornell University Press, 2006
- Scott Straus & Robert Lyons, *Intimate Enemy. Images and Voices of the Rwandan Genocide*, New York, Zone Books, 2006
- Scott Straus, « L'échec de l'opposition locale au génocide », in J. Sémelin, C. Andrieu, S. Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 345-359
- Scott Straus, *Making and Unmaking Nations. War, Leadership and Genocide in Modern Africa*, Ithaca, Cornell University Press, 2015

#### Note biographique

Scott Straus est professeur de sciences politiques et d'études internationales à l'université du Wisconsin à Madison, et lauréat du prix Vilas pour contribution exceptionnelle. Il est spécialiste des questions de génocide, de violence politique, de droits de l'homme et de politique africaine. Il a écrit ou dirigé sept ouvrages, dont trois sur le Rwanda, et a publié des articles dans plus d'une douzaine de publications scientifiques. En 2018, son livre *Making and Unmaking Nations: War, Leadership, and War in Modern Africa* reçoit le prix Grawemeyer pour « Idées pour l'amélioration de l'ordre mondial ». Avant sa carrière universitaire, Scott Straus a été journaliste basé au Kenya ; sa couverture de la guerre en République Démocratique du Congo lui a valu d'être nommé pour un prix Pulitzer. Il est actuellement coéditeur de la revue *Violence, an international journal* hébergée à la FMSH.

# Judith Verweijen

Maître de conférences à l'Université du Sussex

## *Comprendre la violence contre les civils perpétrée par des acteurs armés dans l'est de la RDC : types, modalités et logiques.*



### Résumé

Bien que l'est de la RDC ait connu, de manière continue, vingt années de guerre, peu de recherches ont été consacrées aux actes de violence contre les civils. Rares sont les recherches systématiques sur ces actes, sur l'identité des auteurs, leur mode opératoire et leurs motifs. Curieusement, ce constat vaut aussi dans le domaine des violences sexuelles, alors que celles-ci ont attiré l'attention médiatique et provoqué l'engagement de ressources par des bailleurs de fonds.

Basée sur une année de collecte de données dans deux territoires de la province du Sud Kivu, cette contribution analyse les actes de violence, les conditions de leur émergence, leurs auteurs, leurs cibles, et les logiques de ces actions. Les résultats préliminaires de ces recherches montrent une faible correspondance entre, d'un côté, les dynamiques des conflits et, de l'autre, la fréquence et les cibles de la violence. Ils montrent en outre que nombre d'incidents de violence sont liés à la captation de recettes.

Pour comprendre ces observations, Judith Verweijen présente une analyse de la nature des groupes armés impliqués, notamment de leur genèse et organisation, de leur mode opératoire et sources de revenu, des relations qu'ils entretiennent avec leur environnement civil. Enfin, cette analyse se propose d'expliquer les différences entre les répertoires de violence auxquels recourent les différents acteurs armés.

### Bibliographie

- Judith Verweijen, *Stable Instability: Political Settlements and Armed Groups in the Congo*, London, Rift Valley Institute, 2016
- Judith Verweijen & Justine Brabant, « Cows and guns. Cattle-related conflict and armed violence in South Kivu, DR Congo », *Journal of Modern African Studies*, vol. 55, n°1, 2017, p. 1-27
- Judith Verweijen, « Soldiers without an army? Patronage networks and cohesion in the armed forces of the DR Congo », *Armed Forces & Society*, vol. 44, n°4, 2018, p. 626-646
- Judith Verweijen, « Civilian resistance to the military in eastern DR Congo: A combined social navigation and structuration approach », *Qualitative Sociology*, vol. 41, n°2, 2018, p. 281-301
- Kasper Hoffmann & Judith Verweijen, « Rebel rule: A governmentality perspective ». *African Affairs*, p. 1-23, 2018

### Note biographique

Judith Verweijen est maître de conférences sur les questions de sécurité internationale à l'Université du Sussex. Elle dirige le Sussex Centre for Conflict and Security Research. En 2015 et 2016 elle a participé en tant que *Lead Researcher* à l'Usalama Project du Rift Valley Institute, qui portait sur les groupes armés et les questions de gouvernance dans l'est de la RDC.

Après avoir soutenu un doctorat sur l'armée congolaise à l'Université d'Utrecht (Conflict Studies), Judith Verweijen s'est spécialisée dans l'étude des interactions entre civils et militaires au niveau micro, des processus de militarisation, des dynamiques de conflit, des violences à l'encontre des civils, ainsi que du fonctionnement interne des forces armées étatiques et non-étatiques. Elle se concentre principalement sur les provinces du Kivu à l'est de la RDC, où elle a mené des recherches de terrain approfondies depuis 2010.

# Claudine Vidal

Directrice de recherche émérite au CNRS,  
membre du comité scientifique du CRASH, MSF

## *Les enquêtes de Lee Ann Fujii au Rwanda*



### Résumé

Lee Ann Fujii était invitée à ce colloque. Elle est décédée le 2 mars 2018 des suites d'une grippe. Claudine Vidal et Lee Ann Fujii ont entretenu une correspondance à propos de ses recherches au Rwanda et de celles qu'elle menait en Bosnie à des fins comparatives. Lee Ann Fujii lui écrivait sur l'ouvrage qu'elle préparait, *Show Time: The Logic and Power of Violent Display*, où elle envisageait d'étudier les significations des démonstrations publiques de cruauté.

Les enquêtes que Lee Ann Fujii mena en 2004 au Rwanda aboutirent à une pénétrante étude micropolitique de la violence génocidaire : *Killing Neighbors. Webs of Violence in Rwanda*. Resserrant son observation à l'échelle du secteur communal, elle établit que les bandes de tueurs agissant à l'intérieur du secteur étaient structurées par une hiérarchie et une organisation. Elle montre aussi comment les relations qui existaient avant le génocide entre les personnes vivant dans le secteur ont été déterminantes dans l'enrôlement et la participation aux tueries de gens « ordinaires » qui n'ont ni dirigé, ni organisé les massacres mais dont l'action a été capitale pour la perpétration du génocide. Elle observe enfin comment la dynamique de violence produite dans le groupe se renforce d'acte en acte, des pillages aux tueries et aux cruautés collectives. Claudine Vidal souhaite restituer la stratégie d'enquête mise en œuvre par Lee Ann Fujii et en montrer la force explicative.

### Bibliographie

- Claudine Vidal, « Le génocide des Rwandais tutsi : cruauté délibérée et logiques de haine », in F. Héritier (dir.), *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 325-366
- Claudine Vidal, « Questions sur le rôle des paysans durant le génocide des Rwandais tutsi », *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150-152, 1998, p. 331-345
- Claudine Vidal, « Un "génocide à la machette" » in M. Le Pape, J. Siméant & C. Vidal (dir.), *Crises extrêmes. Face aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 21-35
- Claudine Vidal, « Enquêtes au Rwanda. Questions de recherche sur le génocide tutsi », *Agone*, n°53, 2014, p. 103-142
- Claudine Vidal, « Le fait d'entente en vue de commettre le génocide". Entre le judiciaire et l'historique au Rwanda », *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-2015*, University Press Antwerp, 2015, p. 269-286

### Note biographique

Sociologue, Claudine Vidal a effectué des recherches principalement au Rwanda (de l'histoire précoloniale au génocide des Rwandais tutsis en 1994) et en Côte d'Ivoire (histoire et sociologie de l'urbanisation dans le cas d'Abidjan). Ces recherches ont été effectuées dans le cadre du Centre d'Études africaines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Elle a collaboré avec des membres de MSF à l'occasion de diverses publications depuis 1995 et est associée aux travaux du Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (Fondation Médecins Sans Frontières).

# Fabrice Weissman

Directeur d'études au Crash, MSF

## Discutant de la journée Syrie



### Bibliographie

- Fabrice Weissman, « 'Urgence Darfour'. Les artifices d'une rhétorique néoconservatrice », in O. Lamloum (dir.), *Médias et islamisme, Cahiers de l'Institut français du Proche-Orient*, 2010, p. 113-132
- Fabrice Weissman, « 'Not In Our Name': Why Médecins Sans Frontières Does Not Support the 'Responsibility to Protect' », *Criminal Justice Ethics*, vol. 29, n° 2, 2010, p. 194-207
- Claire Magone, Michael Neuman & Fabrice Weissman (dir.), *Agir à tout prix? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins sans Frontières*, Paris, La Découverte, 2011
- Fabrice Weissman, « Criminalising the Enemy and its Impact on Humanitarian Action », *The Journal of Humanitarian Assistance*, 28 juin 2011
- Fabrice Weissman, « L'éthique de l'action humanitaire », in J.-B. Jeangène Vilmer & R. Chung (dir.), *Ethiques des relations internationales*, Paris, PUF, 2013, p. 221-243
- Michael Neuman et Fabrice Weissman (dir.), *Secourir sans périr. La sécurité humanitaire à l'ère de la gestion des risques*, Paris, CNRS Editions, 2016

### Note biographique

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Fabrice Weissman a rejoint Médecins Sans Frontières en 1995. Logisticien puis chef de mission, il a travaillé plusieurs années en Afrique subsaharienne (Soudan, Érythrée, Éthiopie, Libéria, Sierra Leone, Guinée, etc), au Kosovo, au Sri Lanka et plus récemment en Syrie.

## Michel Wieviorka

Directeur d'études à l'EHESS, président du directoire de la  
Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH)

### Ouverture



### Bibliographie

- *Les juifs, les musulmans et la République*, avec Farhad Khosrokhavar, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va, février 2017
- *Les sciences humaines et sociales françaises à l'échelle de l'Europe et du monde*, Rapport à Monsieur Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, avec Jacques Moret, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, mars 2017
- (dir.) *La politique est à nous*, Éditions Robert Laffont, mars 2017
- (dir.) *Solidarités Les entretiens d'Auxerre*, Sciences Humaines Éditions, mai 2017.
- (dir.) *Antiracistes*, Editions Robert Laffont octobre 2017
- *Face au Mal – Le conflit sans la violence*, conversation avec Régis Meyran, Éditions Textuel, février 2018
- (dir) *La Famille dans tous ses états*, Les entretiens d'Auxerre, Sciences Humaines Editions, mai 2018.
- *Les populismes, un péril pour la laïcité*, Les Rencontres de la laïcité, Editions Privat 2019.

### Note biographique

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'EHESS et président de la Fondation Maison des sciences de l'homme. Il a été président de l'International Sociological Association (2006-2010), où il a créé l'encyclopédie en ligne Sociopedia, et est membre du Conseil scientifique de l'European Research Council. Il dirige la revue *Socio*, qu'il a fondée en 2013, et est membre de plusieurs comités de rédaction de revues internationales. Il a rédigé à la demande de Valérie Pécresse, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, un rapport intitulé *La diversité* (éd. Robert Laffont, 2012) et à la demande de Thierry Mandon, alors secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche, un rapport sur *Les sciences humaines et sociales françaises à l'échelle de l'Europe et du monde* (éd. de la MSH, 2017).

Ses recherches ont porté principalement sur les mouvements sociaux, la démocratie, le populisme, le terrorisme (avec notamment la publication avec Dominique Wolton de *Terrorisme à la Une* - Gallimard), le racisme, l'antisémitisme, la violence, et ont débouché sur de nombreux ouvrages, dont plusieurs traduits en anglais et dans d'autres langues.

## **Informations pratiques**

**Colloque international**  
**Violences extrêmes : enquêter, secourir, juger**  
20, 21 & 22 mars 2019

**Hôtel de Lauzun**  
17 Quai d'Anjou - 75004 Paris

**Accès Hôtel de Lauzun**  
métro : Sully-Morland (ligne 7), Saint-Paul (ligne 1)  
bus : 86 & 87, arrêt Pont Sully - Quai de Bethune